

JF/JPD N° 111907

Contacts Ifop :

Jérôme Fourquet / Jean-Philippe Dubrulle

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

Tél : 01 45 84 14 44

jerome.fourquet@ifop.com



pour



Les Français et le pacte de responsabilité

Résultats détaillés

Janvier 2014

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude.....	7
La confiance dans le gouvernement et les entreprises pour mettre en œuvre le pacte de responsabilité	8

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur :



iPhone



iPad



www.ifop.com



@ifopopinion



Ifop Opinion

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Sud Ouest Dimanche
Echantillon	Echantillon de 996 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 15 au 17 janvier 2014.

PRÉCISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE

Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Si François Hollande a, selon de nombreux observateurs, « pris son risque » en proposant son pacte de responsabilité, le climat d'opinion qui prévaut depuis plusieurs mois en France semble propice à une telle annonce. Une très large majorité de nos concitoyens estime en effet que notre pays est en train de décrocher très sérieusement et que des solutions énergiques sont désormais absolument nécessaires, cette prise de conscience s'étant accélérée au cours des derniers mois. Quand la proportion de personnes jugeant que la France est mal placée dans la compétition économique mondiale oscillait autour de 35 % depuis 2010 (l'entrée dans la crise s'étant traduite par une première dégradation de cette perception puisque nous étions à 50 % en 2006), nous sommes subitement passés entre janvier et novembre derniers de 36 % à 27 % de Français qui pensent que le pays est mal placé. De la même façon, quand en 2011, 53 % des personnes interrogées estimaient que la France avait fait suffisamment d'efforts pour rester compétitive, cette proportion n'était plus que de 35 % en novembre dernier soit une chute de 18 points en deux ans. Parallèlement à cette prise de conscience, désormais très majoritairement partagée, d'un décrochage de notre pays faute de réformes structurelles, une autre thématique, celle du « ras le bol fiscal » est devenue de plus en plus prégnante dans l'opinion, 88 % des Français trouvant le montant des impôts et des taxes « excessif » ou « assez élevé ». La hausse douloureusement ressentie des prélèvements obligatoires, associée à la prise de conscience du décrochage très sérieux de la France, a engendré un mouvement d'opinion particulièrement puissant en faveur d'une demande de réforme de l'Etat. Désormais 60 % des Français estiment par exemple (contre 47 % il y a deux ans) qu'il serait possible d'avoir des services publics de qualité tout en réduisant le nombre de fonctionnaires.

C'est dans ce contexte d'opinion très particulier que François Hollande a présenté son pacte de responsabilité qui, sur le principe, est plutôt de nature à répondre ces attentes et inquiétudes. Néanmoins, si l'idée peut sembler aller dans la bonne direction, pour être gagné, le pari présidentiel devra d'abord vaincre un sentiment de scepticisme extrêmement répandu dans la société française. Le sondage réalisé par *Sud-Ouest Dimanche* indique en effet que 74 % des Français ne font pas confiance à François Hollande et à son gouvernement pour réaliser des économies importantes sur les dépenses publiques et que la même proportion, 73 %, n'a pas confiance dans les entreprises pour créer plusieurs centaines de milliers d'emplois en échange de cette baisse de leurs charges. Ces scores très élevés renseignent sur l'ampleur de la défiance régnant aujourd'hui dans le pays et sur l'intensité des efforts qui devront être consentis pour crédibiliser cette démarche très audacieuse. L'exercice sera d'autant plus compliqué à mener que si les scores dont sont crédités les deux parties sont quasi-identiques, les profils des sceptiques ne sont pas les mêmes concernant le gouvernement et les entreprises. Ainsi 43 % des sympathisants de l'UMP font confiance aux entreprises pour jouer le jeu contre 24 % seulement des sympathisants socialistes. Inversement ces derniers sont 69 % à accorder leur confiance à François Hollande contre 10 % seulement parmi les homologues de l'UMP. Deux remarques doivent être faites à ce niveau. D'une part, si le clivage gauche/droite s'exprime, on constate néanmoins que 57 % des sympathisants UMP ne font pas confiance aux entreprises et que cette proportion atteint 76 % dans les rangs socialistes, François Hollande et son gouvernement devront donc se montrer convaincants sur la mise en place d'un suivi des contreparties qui seront attendues des entreprises. D'autre part, on constate que les électors des deux Fronts communient dans une défiance généralisée : 82 % des sympathisants du Front de Gauche et du FN ne font pas confiance aux entreprises pour créer les emplois et respectivement 61 et 90 % en ce qui concerne le gouvernement.

Sociologiquement parlant, le scepticisme concernant la capacité et la volonté de François Hollande et du gouvernement à réduire les dépenses publiques se retrouvent à tous les niveaux de l'échelle sociale. En revanche, un clivage se fait jour à propos de l'attitude attendue des entreprises : quand 39 % des CSP+ leur font crédit, seuls 19 % des ouvriers et des employés pensent qu'elles joueront le jeu et créeront des emplois. Dans un tel contexte, il s'agira donc pour le gouvernement, comme pour les partenaires sociaux, de mettre en place un calendrier de travail serré et de poser très rapidement des actes concrets qui montreront à une opinion, très sceptique et dubitative, la détermination du gouvernement à s'attaquer résolument à la dépense publique et que les entreprises n'ont pas l'intention de saisir cet effet d'aubaine mais bien de prendre leur responsabilité dans un moment historique.

- 3 -

Les résultats de l'étude

La confiance dans le gouvernement et les entreprises pour mettre en œuvre le pacte de responsabilité

Question : Vous avez que François Hollande a proposé un « pacte de responsabilité » aux entreprises. L'Etat et les collectivités locales réduiraient leurs dépenses de 30 milliards d'euros dans les prochaines années ce qui permettrait de financer la suppression des cotisations familiales actuellement payées par les entreprises. En contrepartie de cet allègement de charges de 30 milliards d'euros, les entreprises devraient s'engager à créer plusieurs centaines de milliers d'emplois.

Personnellement, faites-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance ...?

	Plutôt confiance (%)	Plutôt pas confiance (%)	TOTAL
• Aux entreprises pour créer plusieurs centaines de milliers d'emplois en échange de cette baisse de leurs charges sociales	27	73	100
• A François Hollande et à son gouvernement pour réaliser ces économies importantes sur les dépenses publiques	26	74	100

La confiance dans le gouvernement et les entreprises pour mettre en œuvre le pacte de responsabilité

Question : Vous avez que François Hollande a proposé un « pacte de responsabilité » aux entreprises. L'Etat et les collectivités locales réduiraient leurs dépenses de 30 milliards d'euros dans les prochaines années ce qui permettrait de financer la suppression des cotisations familiales actuellement payées par les entreprises. En contrepartie de cet allègement de charges de 30 milliards d'euros, les entreprises devraient s'engager à créer plusieurs centaines de milliers d'emplois.

Personnellement, faites-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance ...?

- Récapitulatif TOTAL « Plutôt confiance » -

	Ensemble des Français Janvier 2014 (%)	Sympa- thisants du Front de Gauche (%)	Sympa- thisants du Parti Socialiste (%)	Sympa- thisants de l'UMP (%)	Sympa- thisants du Front National (%)
• Aux entreprises pour créer plusieurs centaines de milliers d'emplois en échange de cette baisse de leurs charges sociales.....	27	18	24	<u>43</u>	18
• A François Hollande et à son gouvernement pour réaliser ces économies importantes sur les dépenses publiques.....	26	<u>39</u>	<u>69</u>	10	10

La confiance dans le gouvernement et les entreprises pour mettre en œuvre le pacte de responsabilité
Aux entreprises pour créer plusieurs centaines de milliers d'emplois en échange de cette baisse de leurs charges sociales

	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Ne se prononcent pas
	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	27	73	-
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	29	71	-
Femme	25	75	-
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	31	69	-
18 à 24 ans	41	58	1
25 à 34 ans	25	75	-
35 ans et plus	25	75	-
35 à 49 ans	27	73	-
50 à 64 ans	22	78	-
65 ans et plus	27	73	-
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	26	74	-
CSP+	39	61	-
Artisan ou commerçant (*)	33	67	-
Profession libérale, cadre supérieur	40	60	-
Profession intermédiaire	28	72	-
CSP-	19	81	-
Employé	19	81	-
Ouvrier	19	81	-
INACTIF	28	72	-
Retraité	25	75	-
Autre inactif	32	68	-
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
TOTAL Salarié	26	74	-
Salarié du secteur privé	25	75	-
Salarié du secteur public	29	71	-
A son compte	29	71	-
REGION			
Région parisienne	30	70	-
Province	26	74	-
Nord est	31	69	-
Nord ouest	30	70	-
Sud ouest	27	73	-
Sud est	18	82	-
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	29	71	-
Agglomération urbaines de province	27	73	-
Agglomération parisienne	25	75	-
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	23	77	-
Front de Gauche	18	82	-
Parti Socialiste	24	76	-
Europe Ecologie / Les Verts	29	71	-
Modem	35	65	-
Droite	32	68	-
UDI	57	43	-
UMP	43	57	-
Front National	18	82	-
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	22	78	-
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	11	89	-
François Hollande	23	77	-
François Bayrou	35	65	-
Nicolas Sarkozy	31	69	-
Marine Le Pen	15	85	-

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

La confiance dans le gouvernement et les entreprises pour mettre en œuvre le pacte de responsabilité
A François Hollande et à son gouvernement pour réaliser ces économies importantes sur les dépenses publiques

	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Ne se prononcent pas
	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	26	74	-
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)			
Homme	29	71	-
Femme	23	77	-
AGE DE L'INTERVIEWE(E)			
Moins de 35 ans	24	76	-
18 à 24 ans	21	78	1
25 à 34 ans	25	75	-
35 ans et plus	26	74	-
35 à 49 ans	28	72	-
50 à 64 ans	23	77	-
65 ans et plus	29	71	-
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)			
ACTIF	25	75	-
CSP+	24	76	-
Artisan ou commerçant (*)	19	81	-
Profession libérale, cadre supérieur	29	71	-
Profession intermédiaire	33	67	-
CSP-	22	78	-
Employé	19	81	-
Ouvrier	26	74	-
INACTIF	26	74	-
Retraité	27	73	-
Autre inactif	25	75	-
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)			
TOTAL Salarié	27	73	-
Salarié du secteur privé	23	77	-
Salarié du secteur public	37	63	-
A son compte	9	91	-
REGION			
Région parisienne	25	75	-
Province	26	74	-
Nord est	31	69	-
Nord ouest	22	78	-
Sud ouest	26	74	-
Sud est	25	75	-
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	29	71	-
Agglomération urbaines de province	26	74	-
Agglomération parisienne	21	79	-
PROXIMITE POLITIQUE			
Gauche	54	46	-
Front de Gauche	39	61	-
Parti Socialiste	69	31	-
Europe Ecologie / Les Verts	41	59	-
Modem	29	71	-
Droite	12	88	-
UDI	30	70	-
UMP	10	90	-
Front National	10	90	-
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	14	86	-
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)			
Jean-Luc Mélenchon	27	73	-
François Hollande	54	46	-
François Bayrou	24	76	-
Nicolas Sarkozy	4	96	-
Marine Le Pen	9	91	-

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs